Pour que vous sachiez EDITION SPEC

de l'Union Démocratique du centre • www.udc.ch • édition septembre 2019



Le modèle à succès suisse

Interview de l'ancien conseiller fédéral **Christoph Blocher**



Non au diktat de l'UE

Stoppez les combinards de l'UE du Palais fédéral!



Canton de Neuchâtel

Tout ce que vous devez savoir sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats





Pour une Suisse libre et sûre

La sauvegarde de l'indépendance, de la prospérité et de la liberté individuelle, mais aussi de la sécurité exige un combat de tous les jours. Ce n'est que par cet effort constant que nous pouvons conserver notre Suisse belle et unique avec toutes ses valeurs et ses vertus. Il est évident que beaucoup de monde souhaite participer à la prospérité de la Suisse - également l'UE, organisation éminemment centralisatrice. Mais celles et ceux, qui veulent que la Suisse reste la Suisse, se rendent aux urnes le 20 octobre et votent UDC.

Les conséquences de l'immigration de masse incontrôlée - un million de personnes en chiffre net durant les 13 ans écoulés - sont perceptibles tous les jours pour nous autres, citoyennes et citoyens: bouchons sur les routes, requérants d'asile et jeunes migrants traînant dans les rues, souvent ivres et violents, bétonnage des surfaces vertes, hausse des coûts de la santé et du social. Le

manque de respect, voire les menaces de violence à l'égard des agents de police, enseignantes, infirmières, travailleuses sociales et jeunes femmes dans la rue font partie du quotidien. Ce sentiment d'insécurité se nourrit également des craintes pour l'emploi, le salaire et l'avenir des enfants. Pour assurer à notre pays un avenir dans la liberté et la sécurité, il faut renforcer la présence de

l'UDC au Parlement et au Conseil fédéral. C'est dire la grande importance des élections 2019 au Conseil national et au Conseil des Etats. Le slogan «liberté et sécurité» résume parfaitement le programme politique de l'UDC qui vise le renforcement de la Suisse, nation fondée sur la volonté de son peuple. Nous nous engageons pour notre patrie. Nous tenons notre parole et nous

promettons que nous n'accepterons pas la soumission de la Suisse à l'UE. Seule l'UDC s'engage pour la gestion autonome de l'immigration ainsi que pour le renforcement de la classe movenne laborieuse grâce à des impôts, taxes et redevances modérés et moins de prescriptions. Pour atteindre ces objectifs, l'UDC doit rester le parti de loin le plus fort.



Tout ce que vous devez savoir sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats dans le canton de Neuchâtel page 9-16

Avez-vous des questions concernant les élections?

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats 2019.

Hotline électorale gratuite:

Nous sommes à votre disposition du lundi au dimanche de 09.00 à 18.00 heures.

Posez vos questions par courriel: elections@udc.ch

Editorial

A vous de décider!

Le bradage du modèle à succès suisse et de notre patrie vous fait-il du souci? En avez-vous assez de l'immigration sans limite, des nombreux requérants d'asile qui cherchent uniquement à se faire une vie confortable en Suisse, de la hausse de la criminalité ? Les médias taisent soigneusement ces réalités. Or, la vérité est que l'immigration incontrôlée modifie de manière dramatique notre société. L'intégration de tant d'étrangers



Albert Rösti Président de l'UDC Suisse

n'est plus possible. Les tensions entre immigrants et autochtones augmentent. Les écoles ont du mal à atteindre leurs objectifs de formation, car il y a trop d'enfants de langues étrangères dans les classes.

L'UDC veut stopper ce développement nuisible et limiter l'immigration. Tous les autres partis et associations y compris les syndicats veulent faire

Suite à la page 2

Editorial

Suite de la page 1

adhérer la Suisse à l'UE et abandonner l'indépendance et l'autodétermination de notre pays également dans le domaine de l'immigration.

En avez-vous assez de ceux de la Berne fédérale qui de toute manière font ce qu'ils veulent ? Vous avez les moyens de changer cela. Le 20 octobre 2019 vous pouvez avec votre voix faire basculer les rapports de majorité afin que votre volonté dans les questions de la politique européenne et à l'égard des étrangers soit enfin respectée.

Les élections du 20 octobre 2019 constituent un choix fondamental. Les Suissesses et les Suisses décideront de l'avenir de leur pays - non seulement pour les quatre années à venir, mais pour un avenir plus lointain. A vous de décider! Si vous voulez donner un signal clair et net contre une immigration démesurée, si vous refusez d'enchaîner la Suisse à l'UE, si vous voulez que la Suisse reste un pays autodéterminé, libre et sûr, alors votez UDC le 20 octobre.



Albert Rösti, Président UDC Suisse

Liberté et sécurité.

Votez UDC!



Impressum:

ÉDITION SPÉCIALE : | ÉDITION SPÉCIALE : est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage : 1'072'869 | Edition et rédaction UDC Suisse, secrétariat général, case postale 3001 Berne, tél. 031 300 58 58, fax 031 300 58 59, info@udc.ch | Conception et graphisme: GOAL SA für Werbung und Public Relations | Crédits photos: iStockphoto, Shutterstock, www.admin.ch, www.parlement.ch, UDC Suisse | Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zürich SA

Attention : cette publication n'est ni une publicité, ni une réclame, mais c'est une information politique. Elle peut donc être distribuée dans chaque boîte aux lettres même en présence d'un autocollant interdisant la publicité. Nous vous remercions de votre compréhension.



Quels sont les principaux défis que la Suisse doit relever dans les années à venir?

Ueli Maurer: Nous avons vécu une bonne période économique, d'où le risque d'une certaine insouciance. De nombreuses personnes semblent croire que nous avons assez d'argent pour répondre à tous les souhaits. Le même constat vaut pour les régulations. Quand tout va bien, on croit qu'on peut imposer aux entreprises des contraintes administratives et des charges sans cesse nouvelles. Le grand défi consiste à résis-

≪ De nombreuses personnes semblent croire que nous avons assez d'argent pour répondre à tous les souhaits.

ter à cette tentation. Si nous gérons de manière responsable l'argent dont nous disposons et si nous cessons de multiplier les prescriptions restreignant les citoyens et les entreprises, alors nous serons sur la bonne voie!

Nos conseillers fédéraux et l'avenir de la Suisse



Guy Parmelin

Chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)

Ancien agriculteur et vigneron

Guy Parmelin: L'économie suisse doit rester compétitive pour assurer la prospérité des citoyennes et des citoyens. Les entreprises de toutes les tailles et de toutes les branches doivent pouvoir se développer librement, donc avec des charges administratives minimales et une liberté entrepreneuriale maximale. Parallèlement, il faut veiller à une bonne formation professionnelle afin de se préparer aux constants changements du marché du travail.



Ueli Maurer

Chef du Département fédéral des finances (DFF)

Ancien administrateur de l'Union des paysans zurichois

Vous avez des contacts avec de nombreuses personnes. Quelles sont leurs principales préoccupations?

Ueli Maurer: De nombreuses personnes sentent qu'elles perdent lentement et insidieusement leur patrie, qu'elles ne sont plus chez elles dans leur propre pays, que leurs principales convictions sont remises en question. J'entends souvent la remarque suivante : «Mais à Berne on s'en moque !» Ce sentiment

est une source de frustrations. On se sent ignoré, voire traité de raciste et d'extrémiste de droite. Il faut que nous puissions parler ouvertement des problèmes, faute de quoi la politique perd tout crédit.

Guy Parmelin: Nombre de personnes se plaignent que, malgré les gros efforts qu'elles font dans leur profession, il leur reste de moins en moins d'argent dans leur portemonnaie. La croissance relativement faible de la productivité et les charges supplémentaires qui renchérissent la vie

K Les charges supplémentaires qui renchérissent la vie inquiètent les gens. >>

inquiètent les gens. C'est à ce niveau que nous devons intervenir en veillant à ce que nos décisions politiques visent avant tout à accroître la qualité de la vie des habitants de ce pays.

gime de démocratie

quelle chaque

lité en re-

dont la

jours

Liberté et sécurité au lieu d'égalitarisme et redistribution

par Thomas Aeschi, conseiller national et président du groupe parlementaire UDC

Pour quoi l'Union démocratique du centre s'engage-t-elle ? Pour une Suisse libre et sûre. Pour une Suisse autodéterminée, indépendante et neutre dans un rédirecte vivante et de fédéralisme. Pour une Suisse dans lacitoyenne et chaque citoyen agit sous sa propre responsabivendiquant le moins possible l'aide de l'Etat. Pour une Suisse classe moyenne traditionnellement forte se rend tous les au travail et éduque elle-même ses enfants.



Mais que veulent les socialistes et tous les autres partis? Ils souhaitent un appareil étatique encore plus lourd et plus puissant dont les fonctionnaires - plus de 35'000 au seul niveau fédéral! - prescrivent aux citoyens comment ils doivent organiser leur vie, un Etat qui doit prélever toujours plus d'impôts, de redevances et de taxes pour financer un budget toujours plus lourd. Ils veulent plus d'égalitarisme et de redistribution – toujours aux frais de la classe moyenne laborieuse qui forme le gros des contri-

L'UDC ne veut pas d'un tel Etat. Nous voulons que les générations à venir puissent vivre elles aussi dans une Suisse libre et autodéterminée, dans la paix et dans la prospérité.

L'argent qui reste dans notre porte-monnaie ne cesse de fondre

Voici les conséquences concrètes de l'arnaque fiscale socialo-écologiste :

Coûts supplémentaires par ménage et par an



Essence plus chère : plus 12 centimes par litre ! Extrapolée sur une année, cette hausse représente pour un ménage comptant des pendulaires et effectuant 20'000 km/an avec une consommation de 9 l/100 km environ 270 francs

plus 270.- francs



La hausse supplémentaire de la taxe CO₂ sur l'huile de chauffage : la commission de l'environnement du Conseil des Etats a décidé de doubler la taxe écologique par tonne de CO2 qui passerait à 210 francs, soit de 25 cts actuellement à **54 centimes par litre d'huile de chauffage!** Cela fait pour un ménage habitant dans un appartement locatif de 100 m² et consommant en moyenne 21 l/m²/an un supplément de 1134 francs.

plus 1'134.- francs



Taxe sur les billets d'avion de 30 à 120 francs par vol : Exemple d'un vol d'avion à Londres pour une famille de 4 personnes: le prix passe de 400 à 600, voire 800 francs !

plus 400.— francs



Interdiction des chauffages à huile : la commission de l'environnement du Conseil des Etats a décidé d'imposer une réduction massive des émissions de CO₂ aux immeubles existants. Cet objectif ne peut être atteint que par le biais d'une interdiction des chauffages à huile. Les coûts de transformation reportés sur les locataires se montent en moyenne à 1'128 francs! plus 1'128.- francs

Le modèle à succès suisse s'appelle «ouverture au monde et autodétermination»

Accord-cadre UE – libre circulation des personnes – avenir de la Suisse – signification des élections au Conseil national - Greta Thunberg: «Edition Spéciale» s'est entretenue avec Christoph Blocher, ancien conseiller fédéral, au sujet des défis actuels que doit relever la Suisse.

Pourquoi la Suisse se porte-t-elle économiquement mieux que d'autres pays? Parce que la Suisse bénéficie d'une avance en termes de liberté, de sécurité et de responsabilité individuelle. Son modèle à succès s'appelle ouverture au monde et autodétermination. Voilà pourquoi la Suisse n'est pas membre de l'UE. Or, certaines forces politiques cherchent à miner, voire à détruire ce modèle à succès. Cela m'inquiète.

L'économie ronfle, les gens ont du travail ... et vous vous inquiétez de l'avenir de la Suisse?

C'est dans des périodes prospères que les hommes, les entreprises et les pays préparent leur ruine.

La Suisse exporte massivement à

l'étranger. Ne faut-il pas alors pour-

suivre la globalisation, s'aligner sur

Nick Hayek, patron du groupe Swatch,

l'a dit très clairement : la Suisse n'a cer-

tainement pas à s'adapter aux condi-

tions-cadres imposées par l'UE. C'est

au contraire l'UE qui doit s'approcher

de celles de la Suisse. Il a raison. Nous

avons objectivement de meilleures

Mais l'accord-cadre ne nous fait pas

L'accord-cadre donne à l'UE le droit

d'édicter les lois valables en Suisse -

même contre la volonté des citoyens

suisses. Les politiciens qui acceptent un

tel traité de soumission doivent être

tombés bien bas! Or, à l'exception de

l'UDC, tous les partis veulent cet ac-

Les associations économiques et les

grands managers veulent aussi signer

entrer dans l'UE. Il nous rattache

conditions-cadres.

seulement à celle-ci.

cord.

cet accord.

conduit la Suisse dans l'UE. Disons-le tout net : celles et ceux qui veulent signer ce contrat ne l'ont pas lu ou suivent égoïstement leurs propres intérêts financiers et politiques sans égard pour notre pays et le bien-être de ses habi-

Non seulement les associations économiques, mais aussi les universités et les étudiants sont pour l'accord-cadre.

Oui, je sais. Ces milieux voulaient déjà nous pousser dans l'UE en 1992. Sans dénigrer l'enthousiasme et les visions des jeunes, je constate que l'expérience et le bon sens nous dictent une autre voie. Heureusement que le peuple a refusé l'adhésion à l'UE en 1992.

> Le Conseil fédéral affirme que faute de cet accordcadre nous serions discriminés par l'UE.

Pures sottises. Cela fait trente ans que l'on brandit cette menace. L'UE exporte davantage en Suisse que la Suisse exporte dans l'UE. Il ne viendrait à l'idée de personne de discriminer un aussi bon cli-

Ne voyez-vous pas les choses trop en noir?

Non. Ce traité de soumission donne non seule-

ment à l'UE le droit d'édicter des lois en Suisse, mais en plus il appartiendrait en cas de litige à la Cour de justice de l'UE, donc au tribunal de la partie adverse, de trancher. Nous autres Suisses, nous devrions nous soumettre à du droit et à des juges étrangers. Voulons-nous vraiment que, par exemple, notre politique des transports soit déterminée par l'UE ? Que Bruxelles fixe notre politique agricole ? Ou que l'UE décide que chaque immigrant a droit à la totalité de l'aide sociale suisse ? Faut-il que l'UE décide comment nous organisons nos banques cantonales ? Ou qu'elle décide du niveau de nos impôts ? Combien de milliards serons-nous contraints de verser à Bruxelles?

« Les politiciens qui acceptent un tel traité de soumission doivent être tombés bien bas! >>>

La Suisse peut-elle vraiment se soustraire à cette contrainte?

Bien sûr! Si la Suisse le veut et exprime clairement sa volonté, les choses sont très simples. La Suisse a surmonté des moments bien plus difficiles dans le passé sans pour autant s'abandonner.

Comment les choses continueraientelles en Suisse sans cet accord?

C'est très simple : la Suisse poursuivrait sur la voie qui a fait la preuve de son efficacité: ouverte au monde, mais sans abandonner les piliers de son Etat. Des jours difficiles approchent. L'histoire nous l'a prouvé : c'est en restant fidèle à elle-même que la Suisse surmonte le mieux les difficultés.

L'UDC veut mettre fin à la libre circulation des personnes avec son initiative de limitation. Les adversaires de ce projet affirment qu'il nuit à l'économie.

Le but de cette initiative est de limiter l'immigration excessive que subit la Suisse. La Suisse doit gérer de manière autonome l'immigration sur son territoire, comme l'ont décidé le peuple et

trueuses. Aujourd'hui déjà, la Suisse affiche un taux de chômage plus élevé que l'Allemagne à cause de la libre circulation des personnes et une politique d'asile irresponsable! Notre bonne situation économique est ébranlée. Voulons-nous attendre que la Suisse sombre dans un chômage de masse? Non, je crois que nous devons enfin agir.

Mais la Suisse a besoin de spécialistes

d'habitants . Conséquences parmi d'autres : du stress dû à une densité démographique excessive et le bétonnage des paysages.

Pourquoi est-il si important que l'UDC gagne ces élections?

Si l'UDC perd, elle aura moins de sièges au Parlement et l'opposition aux décisions insensées prises par la Berne fédérale au détriment de notre liberté et de notre sécurité sera affaiblie. La Berne fédérale pourra alors alourdir encore plus la bureaucratie, augmenter les impôts, taxes et redevances et multiplier les interdictions. En clair : le niveau de vie baissera en Suisse, surtout



les cantons. Manquant totalement de respect pour la volonté du peuple, une classe politique ivre de pouvoir a refusé d'appliquer ce mandat constitutionnel et l'a même inversé. L'UE a jusqu'ici refusé de négocier. C'est là qu'intervient l'initiative de limitation. L'accord de libre circulation des personnes ne doit être résilié que si l'UE refuse d'en renégocier les termes. L'économie n'en tire aucun inconvénient. Les professionnels dont les entreprises ont besoin continueront de venir, tout comme les frontaliers. Les milieux économiques n'ont rien à craindre.

En revanche, cette initiative stoppera l'immigration abusive qui provoque du chômage et des charges sociales mons-

étrangers. Comment régler ce problème sans la libre circulation des personnes? Si on ne trouve pas ces spécialistes en Suisse, on peut les faire venir de l'étranger. Des permis de travail de courte durée continueront d'être accordés. La Suisse a agi de la sorte avec succès entre 1971 et 2007. Puis l'UE lui a imposé la libre circulation des personnes. Le Conseil fédéral a promis que l'immigration ne dépasserait pas 8000 à 10'000 personnes par an. Or, plus de 65'000 par an en chiffres nets sont venus et les charges sociales ont explosé. Le même laxisme régit la politique d'asile. Depuis 2007 la population de la Suisse a augmenté d'un million

Christoph Blocher en quelques mots

Woulons-nous que l'UE décide que chaque immigrant a droit à la totalité de l'aide sociale suisse? >>>

pour la classe moyenne.

La Suédoise Greta Thunberg a environ l'âge de vos petits-enfants. Que diriezvous à cette jeune activiste pour le climat si vous la rencontriez?

Je dirais : «Bonjour Mademoiselle Thunberg, c'est bien que vous vous engagiez pour un bon climat. Veillons donc tous ensemble à la qualité de l'air et de l'eau, à des sols sains, mais sans pour autant lancer des mesures insensées, excessivement coûteuses, disproportionnées et qui, de surcroît, n'ont aucune efficacité. Le principal résultat de ces mesures est de réduire la liberté et la sécurité des gens et, en plus, de les appauvrir.»

Oui, malheureusement! Alors qu'ils savent très bien que cet accord-cadre

Naissance: 11 octobre 1940 à Zurich, grandit à Laufen près des chutes du Rhin – Originaire: Meilen/ZH et de Schattenhalb/BE, citoyen d'honneur de Lü dans le Val Mustaïr – **Domicilié:** Herrliberg/ZH, marié, 4 enfants, 12 petits-enfants – **Formation:** 2 ans d'apprentissage agricole à Ossingen/ZH, études de droit à Zurich, Montpellier et Paris, doctorat en droit – **Carrière professionnelle:** entrée au service juridique de l'entreprise EMS-Chemie après ses études, président de la direction d'EMS-Chemie (anciennement Emser Werke), reprise de la majorité des actions d'Ems-Chemie Holding SA, président et délégué du conseil d'administration d'EMS-Chemie Holding SA, entrepreneur en médias – Carrière militaire: colonel, anc. Cdt Ls Rgt 41 – Parcours politique: cofondateur du «Studentenring» de l'Université de Zurich, membre du conseil communal de Meilen, député au Grand Conseil, président de l'UDC du canton de Zurich, conseiller national, président de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), conseiller fédéral et chef du Département fédéral de justice et police, président du Comité contre l'adhésion insidieuse à l'UE; en 2018, démission de tous ses mandats politiques.

Stoppez les combinards de l'UE du Palais fédéral!

par Céline Amaudruz, conseillère nationale et candidate au Conseil national, gestionnaire de fortune

Au jeu du Mikado, le perdant est celui qui fait bouger le premier ses baguettes. Dans la bataille concernant l'accord de rattachement à l'UE, les perdants seraient manifestement ceux qui annoncent la couleur avant les élections fédérales du 20 octobre. Les partis qui acceptent ce diktat de l'UE évitent en tout cas soigneusement ce thème.



Ils préféreraient ne pas du tout en parler. Mais ils sont tous complices :

PS. Même les syndicats, appâtés par des concessions qui nuisent à la liberté du marché du travail, rejoindront le camp des partisans de l'accordcadre avant la fin de l'année.

Le modèle à succès suisse

La Suisse était à l'origine un pays pauvre. Son succès exceptionnel en termes de prospérité, de paix et d'équilibre social s'explique uniquement par les piliers de son Etat qui s'appellent démocratie directe, fédéralisme et neutralité armée. Tout

où la France fixerait

permettrait à l'UE d'imposer ses règles dans les domaines de la libre circulation des personnes, de la politique agricole, des normes industrielles, de l'approvisionnement énergétique et même des axes de

Le peuple évincé

Comme dans un match Suisse-France

Le peuple, actuellement le patron en politique, serait mis à l'écart. Il serait remplacé par le droit UE et le tribunal UE. On tente de nous faire croire que nous pourrions tout de même voter, mais que nous devrions alors accepter les «mesures de compensation» de

Bruxelles. Cela relève du même cynis- et une amende de quelques dizaines me que de dire aux automobilistes : «Vous êtes libres de foncer à 180 km/h dans une zone limitée à 30, Cette thématique paraît suffisamment

importante pour être élections. Mais la coalition du rattachement à l'UE craint la lumière du jour. Elle la lumière du jour.» >>> veut tromper et surprendre le peuple

mais vous devrez simplement accep- Ne permettez pas qu'on vous roule dans la farine! Votez pour des repréle retrait définitif du permis de consentants du peuple qui défendent à vi-

≪ La coalition du rattachement à l'UE craint

ter les mesures de compensation, soit duire, une peine d'emprisonnement

l'ont négocié. C'est le contraire qui est vrai : cet accord nous étoufferait à tous points de vue.

l'UE que nous présente le Conseil fédéral ne nous va pas. Il n'est absolument pas «taillé sur mesure». Les tailleurs de l'UE n'ont pas pris une

par Jean-Luc Addor, conseiller national, avocat

seule fois la mesure de la Suisse. Ce Immigration facilitée contrat est bien plus un carcan dans L'accord qu'on nous soumet étend lequel on veut nous presser. Il nous massivement la libre circulation des impose des règlementations euro- personnes en simplifiant encore plus

dienne, ni à nos

appartiendrait aux juges étrangers de la Cour de justice UE. Le tribunal

L'accord-cadre que le Conseil fédéral a négocié avec l'UE est taillé sur mesure pour la Suisse, affirment ceux qui

L'accord-cadre – un carcan

« L'accord qu'on nous soumet étend massivement la libre circulation des personnes.

qu'on veut nous imposer

péennes qui ne conviennent ni à l'obtention d'un droit de séjour et le

logements, le ni-

des routes et des trains. Les institutions sociales seraient contraintes d'augmenter les cotisations et de réduire leurs prestations. Le partenariat social traditionnel de la Suisse serait

Des milliards à payer

L'interdiction européenne des aides publiques entraverait le développement économique des cantons et des communes. Les systèmes fiscaux cantonaux sel'encouragement d'implantations, les aides économiques et les promotions régionales des cantons ne seraient plus

possibles sans l'accord de l'UE. La TVA européenne de 15 % au

qui ont fait la preuve de leur efficacité, au fonds de cohésion UE. ne seraient plus admises : usines hydrauliques, fournisseurs de réseaux Abandonner notre droit de électriques, assurances cantonales des bâtiments, SUVA, banques cantona-

mation. Des institutions helvétiques,

les, hôpitaux, mais aussi de nombreu-

ses institutions sportives, culturelles et

de loisirs. Et pour couronner le tout,

nous serions contraints de payer des

milliards de francs pour tous ces in-

convénients! Nous devrions cofi-

nancer les programmes UE actuels et

futurs et, surtout, verser des milliards

Non, nous refusons ce carcan L'accord-cadre menace globalement le succès et l'autodétermination de la Suisse. Il prive les citoyennes et citoy ens de leurs droits politiques. Nous ne voulons pas de cela! Le Conseil fédéral doit refuser catégoriquement cet ac-

Accord institutionnel – rendez-vous compte de ce que l'UE exige vraiment de la Suisse

Tout le monde parle de ce traité appelé accord-cadre UE et, hormis l'UDC, tout le monde le réclame. Mais personne, hormis l'UDC, ne veut en parler avant les élections fédérales du 20 octobre. C'est normal, car il suffit de lire e texte de cet accord pour se rendre très vite compte ce qu'il signifie : la soumission totale de la Suisse à l'UE, la fin de la démocratie directe, de l'indépendance, de la liberté et de l'autodétermination de la Suisse. Le PDC, le PBD, le PLR, les Verts, les Verts Libéraux et le PS sont orêts à brader la Suisse.

(Dans le menu du site internet www.non-ue.ch, cliquez sur «accord-cadre commenté»

Engagez-vous maintenant pour la liberté, l'indépendance et l'autodétermination de la Suisse!

Le comité interpartis «NON à l'adhésion insidieuse à l'UE» mène la bataille contre «l'accord-cadre UE». ce traité de soumission proposé par le Conseil fédéral. Le comité contre l'adhésion insidieuse à l'UE compte de nombreuses personnalités connues de toute la Suisse. Il est présidé par Roger Köppel, conseiller national et éditeur du magazine «Weltwoche». Devenez vous aussi membre en vous inscrivant sur le site www.non-ue.ch ou en remplissant la formule d'adhésion à la page 8.

Devenez membre du comité interpartis «NON à l'adhésion

insidieuse à l'UE»!

Plus d'argent pour l'AVS et moins pour l'étranger

par Marcel Dettling, conseiller national, agriculteur

La confédération dépense toujours plus d'argent pour l'étranger. L'UDC entend changer cela et garantir les rentes AVS des Suissesses et des Suisses. Elle propose de prélever au moins un milliard de francs par année sur les quelque 5 milliards que la Confédération affecte uniquement à l'aide au développement et à l'asile et de transférer ce montant à l'AVS. Idem pour le milliard de cohésion de l'UE qui serait également mieux à sa place dans l'AVS.



Atteignant plus de 50'000 personnes en 2018, soit autant que la population de la ville de Bienne, l'immigration est toujours six fois plus élevée que le Conseil fédéral avait tenté de le faire croire au peuple suisse avant la votation sur la librence nationale exigée par le peuple plus d'argent pour l'étranger et pour ensuisse a été inversée et traduite en une tretenir les migrants sociaux du monde préférence étrangère par l'alliance PLR-PS. Pourtant, le taux de chômage suisse, soit 4,8%, est plus élevé que celui de l'Allemagne.

L'immigration coûte à la Suisse des sommes monstrueuses en termes de contributions sociales, de frais d'intégration et d'infrastructures. Parallèlement, la Confédération dépense une somme énorme - près de 5 milliards de francs par an pour l'asile et l'aide au développement, soit plus que pour la sécurité nationale et même le double du montant consacré à la production agricole. De surcroît, la plus d'un milliard de francs pour ladite

re circulation des personnes. La préfé- cohésion. Notre pays dépense de plus en

Cette politique est inacceptable et doit changer. L'initiative UDC de limitation veille à ce que la Suisse gère enfin ellemême l'immigration conformément à la volonté du peuple. Il s'agit également de fixer de nouvelles priorités pour les dépenses fédérales. Au moins un milliard de francs doit être transféré de l'aide au développement et de l'asile vers l'AVS. En outre, il n'y a pas lieu de verser 1,3 milliard de francs au fonds de cohésion de l'UE. Cet argent doit profiter aux habitants de la Suisse afin de garantir les Suisse s'apprête à faire cadeau à l'UE de rentes AVS d'une classe moyenne qui



n'accepterait cela.

La Suisse sait depuis 700 ans ce que sont des accords bilatéraux. Le terme bilatéral dit bien ce qu'il veut dire : il s'agit de contrats que concluent deux pays dans l'intérêt mutuel et en se considérant comme deux partenaires égaux en droit. C'est une chose parfaitement normale. La Suisse a conclu plus de 150 accords bilatéraux avec la

xelles exigeait un «cadre» englobant tous les accords passés et futurs ce qui implique que dorénavant la Suisse doit reprendre les modifications imposées par l'UE. L'affaire a été négociée et le résultat des négocia-

eurs suisses. Parmi les 194 pays du monde, je n'en vois pas un seul acceptant un accord aussi «unilatéral», un traité de soumission qui le livrerait pieds et poings liés à une organisation



Le travail doit à nouveau valoir la peine

par Jean-François Rime, conseiller national, entrepreneur et président de l'Union suisse des arts et métiers

Conçue initialement comme un soutien passager pour surmonter des situations d'urgence, l'aide sociale est depuis longtemps devenue un revenu de base sans condition pour certains groupes de la population, notamment les personnes de l'asile. Il s'agit là d'une dérive fatale qui rend le travail peu attrayant et coûte des milliards de francs aux contribuables.

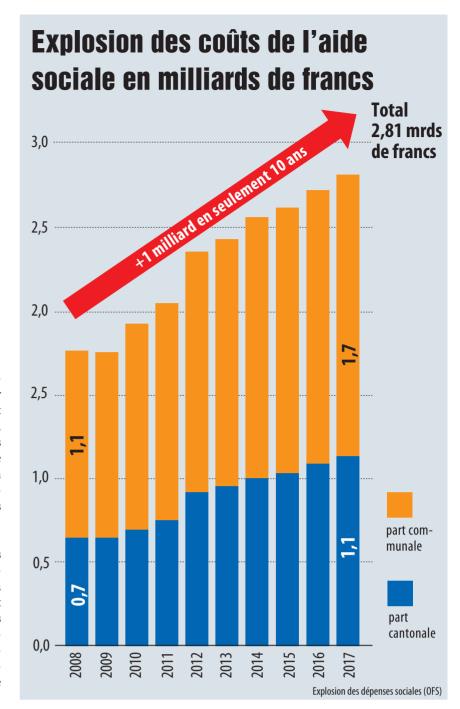


Lorsque la Conférence suisse des institutions d'aide sociale (CSIAS) annonce bruyamment que toute réduction de l'aide sociale est impossible et inhumaine, elle donne dans la pure propagande des travailleurs sociaux. Selon les directives CSIAS, un ménage à une personne doit toucher une contribution mensuelle de base en liquide de 986 francs. Ce montant est de 2'110 francs pour un ménage de quatre personnes. Les bénéficiaires sont libres de dépenser cet argent comme ils l'entendent.

Contrairement à ce que suggère la CSIAS, cette contribution dite pour les besoins de base n'est pas, beaucoup s'en faut, tout ce que reçoivent les bénéficiaires de l'aide sociale. Une famille de quatre personnes touche de surcroît pour le loyer, les primes d'assurance-maladie (LAMal) et au titre desdites prestations circonstancielles (par exemple, le dentiste, l'hygiène dentaire, la crèche d'enfants, le matériel scolaire, les abonnements aux transports publics, etc.) des contributions d'une valeur dépassant largement 5'000 francs par mois. Tout cela bien entendu hors impôts.

Une personne qui veut entretenir sa famille avec du travail payé doit gagner nettement plus que ce qu'elle recevrait de l'aide sociale sans payer d'impôts. A un revenu inférieur, le travail ne vaut pas la peine. Il est cependant illusoire de penser qu'une personne de formation modeste et sans expérience professionnelle puisse gagner plus de 6'000 francs par mois.

L'Etat ne doit pas dépenser plus d'argent pour l'aide sociale, mais renforcer les incitations poussant les gens à travailler. Les personnes travailleuses et motivées doivent être récompensées alors que les paresseux et les récalcitrants à l'intégration doivent se contenter du minimum. L'aide sociale publique est liée à une obligation générale de travailler.



Moins de masques, plus de sécurité

par Yves Nidegger, conseiller national, avocat



L'initiative populaire «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage» accroît la sécurité publique. Elle fournit une base légale pour s'opposer enfin aux hordes de vandales et casseurs masqués qui sévissent impunément lors de manifestations, sportives notamment, ou dans le contexte des cortèges du 1er mai.

En interdisant le voile intégral, l'initiative veut protéger en outre le droit constitutionnel des femmes à l'égalité et à la liberté. Des femmes et des hommes libres se parlent. Le principe élémentaire de Nous comptons sur votre soutien.

l'égalité des droits commande de veiller à ce que les femmes comme les hommes montrent leur visage en public. L'interdiction de dissimuler son visage ne porte par ailleurs aucune atteinte à la liberté de sortir dans la rue avec la tenue vestimentaire de son choix. Car cette liberté est soumise au respect de l'ordre public. De même que la nudité intégrale (ne rien cacher de soi) contrevient à l'ordre public, le voile intégral (ne rien monter de soi) v contrevient tout autant. Cette initiative sera soumise au vote du regardent à visage découvert lorsqu'ils se peuple et des cantons l'an prochain.



Liberté et sécurité.



Votez UDC!





Que veut l'initiative UDC de limitation?

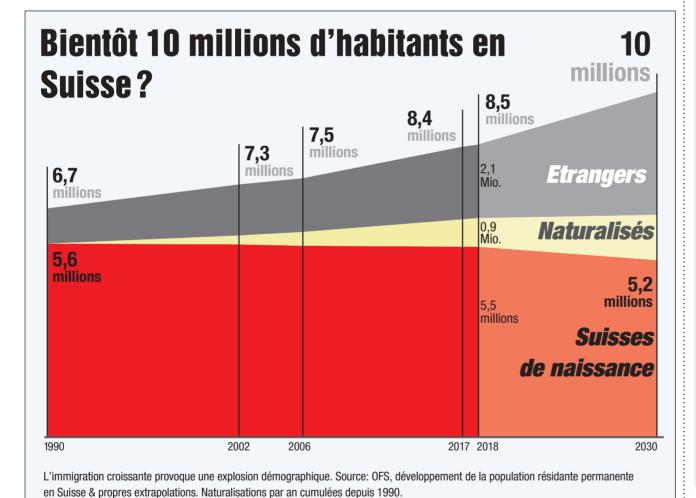
L'initiative de limitation exige une gestion raisonnable et autonome de l'immigration. Elle sera probablement soumise au souverain en mai 2020. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2002, 1,1 million de personnes en chiffres nets ont immigré en Suisse. Et année après année 60'000 à 80'000 étrangers continuent de s'installer dans notre pays.

Les conséquences de ce phénomène sont énormes. Les partisans de la libre circulation des personnes prétendent que l'immigration est d'une importance centrale pour l'économie. Cette affirmation n'est juste que si on considère l'économie de manière isolée et que l'on ignore délibérément les autres coûts – par exemple au niveau des institutions sociales, de la formation, de la santé ou de la sécurité. Et si on ferme les yeux devant la pression massive que la libre circulation des personnes exerce notamment sur les salariés de plus de 50 ans qui sont facilement remplacés par une main-d'œuvre importée plus jeune et moins chère. Le Conseil fédéral tente de résoudre ce problème par une nouvelle institution sociale appelée «rente pont».

Les besoins de l'économie en professionnels qualifiés peuvent parfaitement être satisfaits de manière unilatérale et contrôlée par la Suisse, donc sans accord de libre circulation, mais, conformément à la Constitution fédérale, en tenant compte de la situation économique générale et en appliquant la préférence nationale qui protège les salariés âgés.

La position de l'UDC est claire: la Suisse ne peut combattre les conséquences graves et onéreuses de la libre circulation qu'en reprenant en Suisse le contrôle de l'immigration. L'accord de libre circulation l'empêche de le faire. Ce traité conclu avec l'UE donne à 500 millions de citoyens UE le droit d'immigrer en Suisse.

www.initiative-de-limitation.ch



Préserver notre environne-

ment – limiter l'immigration

Le résultat de l'immigration de masse incontrôlée: durant les 13 années passées, un million de personnes ont immigré en Suisse. Cette explosion démographique nuit directement à notre environnement et au climat. Ses conséquences sont désastreuses: pendant ces treize années, des espaces verts d'une surface équivalente à 57'000 terrains de football ont été couverts de constructions. En d'autres termes, 407 millions de mètres carrés de nature ont été bétonnés, notamment pour construire 454'000 nou-

veaux logements. Un million d'immigrants signifie aussi 543'000 voitures et 789 autocars de plus sur les routes et 9 milliards de kilomètres supplémentaires parcourus. Avec un million d'habitants de plus, la Suisse consomme au moins 2 milliards de kilowattheures de plus par an, ce qui correspond à la production de 500 grandes éoliennes. Enfin, un million d'immigrants provoquent une augmentation de la consommation d'eau de 59 milliards de litres par an.

Opinion

La destruction du modèle à succès suisse?

Christoffel Brändli commente l'immigration et la politique environnementale

Durant les treize ans écoulés la population de la Suisse a augmenté de plus d'un million d'habitants à cause de l'immigration. Hormis l'UDC, tous les partis politiques souhaitent prolonger cette immigration déterminée par l'UE et imaginent sans inquiétude une Suisse à 10 millions d'habitants.

De toute évidence, les partisans de cette immigration se laissent guider par des intérêts commerciaux à court terme et ferment les yeux devant les conséquences de ce phénomène. Or, la Suisse risque d'y perdre durablement sa prospérité. Pourquoi?

La croissance démographique et les besoins supplémentaires qui en découlent exigent une augmentation de l'espace habitable de 20 à 30%. Cela signifie concrètement le bétonnage des paysages ou, en procédant à des constructions denses, l'émergence de bidonvilles dans nos agglomérations. Aujourd'hui déjà nous assistons à ce développement sans réagir. Vous êtes-vous demandé ce que cela signifie, par exemple, pour la ville de Coire que de devoir mettre à disposition 30 % de plus d'espace de logement? Où sont donc les Verts-Libéraux qui récemment encore ont fait de grandes déclarations en faveur de la conservation des surfaces cultivables?

Le besoin en espace habitable n'est pas le seul problème. Un à deux millions d'habitants supplémentaires chargent encore plus nos infrastructures de transport qui ont déjà atteint les limites de leur capacité. Un à deux millions d'habitants supplémentaires signifie au moins 500'000 voitures de plus ou implique une extension excessivement onéreuse des transports publics.

Nos institutions sociales – AVS, aide sociale, assurance-maladie et autres – seront encore plus difficiles à financer. Le seul financement des rentes AVS supplémentaires exige la création de deux à trois millions nouveaux emplois. Une chose totalement impossible à l'ère

de la numérisation. Une Suisse à 10 millions d'habitants consommera aussi beaucoup plus d'énergie. Personne ne sait où on pourra la prendre.

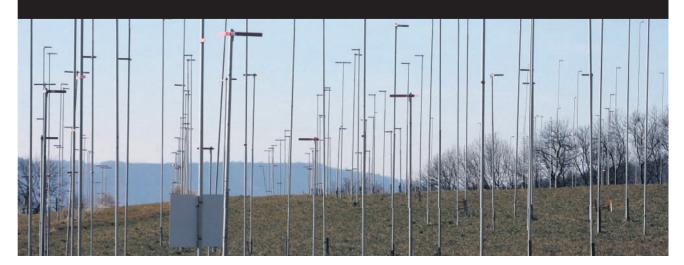
Notre société change elle aussi de manière dramatique. L'intégration des immigrants n'est plus guère possible. Les tensions entre nouveaux arrivants et autochtones augment. Les écoles ont de plus en plus de mal à atteindre leurs objectifs de formation en raison de la composition hétérogène des classes. La population autrefois homogène est en train de se disperser en groupes d'habitants qui vivent certes ici, mais qui n'ont plus aucun rapport entre eux

Comment la politique réagit-elle face à ce développement? On fonde une alliance pour le climat – on ne sait pas très bien ce que cela veut dire – et on tente de détourner l'attention du public des problèmes que pose une immigration totalement démesurée. La grande industrie se montre reconnaissante à l'égard de la politique parce que l'immigration lui permet d'augmenter ses bénéfices.

Il est temps que le peuple suisse s'éveille et qu'il prenne en main son avenir. Il est minuit moins cinq et l'accord-cadre, par lequel la Suisse se soumettra définitivement à l'UE, est proche de son application. Ainsi, la démesure aura atteint l'objectif final: la destruction définitive du modèle à succès suisse qui se fonde sur l'autodétermination, la modestie et la liberté.

Christoffel Brändli était conseiller d'Etat et il a siégé au Conseil des Etats. Il habite à Landquart (GR).

Arrêtons de bétonner la Suisse!





Des questions

- **Concernant le matériel** électoral?
- Concernant les élections ?

Renseignements gratuits et compétents ici!

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats 2019. Comment élire correctement ? Comment voter correctement pour que ma voix serve au mieux les intérêts de la Suisse ?

Nous sommes à votre disposition tous les jours de 09h00 à 18h00 et également le week-end.





Jags un Iceal sombre

... peu après 21 heures, les fers de lance du parti le plus fort de Suisse se réunissent. La période la plus folle de la vie politique est probablement en train de recommencer ... Regardez «Campagne électorale - le film» sur

https://wahlkampfderfilm.ch/fr/



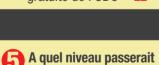
Grand quiz électoral www.udc.ch/concours Participez et gagnez!



- Que signifie le projet d'accord-cadre **UE pour la Suisse?**
- L'intégration de la Suisse dans I'UE = FA
- La soumission de la Suisse



- Qui pouvez-vous appeler gratuitement si vous avez des questions électoral?
- Darius Rochebin = NE
- □ La Hotline électorale gratuite de l'UDC = EZ





la TVA suisse (actuellement 7,7%) en cas d'adhésion à l'UE?

 \square A au moins 10% = S

 \square A au moins 15 % = DC



- Combien d'immigrants en chiffres nets sont venus en Suisse depuis 2007?
- □ environ 100'000
- □ environ 1'000'000



Quel est le slogan électoral de l'UDC pour les élections du 20 octobre?



«Bière gratuite et sécurité» = V



□ «Liberté et sécurité» = U



- Qui a dit : «Cet accord serait la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale»?
- Thomas Matter, conseiller national =!
- Christa Markwalder, conseillère nationale PLR = F

Participez au concours en ligne: www.udc.ch/concours

Enoncé de la solution correcte



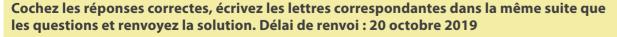












1er au 5e prix: invitation personnelle au domicile de Christoph Blocher qui vous fera visiter, à vous-même et à la personne qui vous accompagne, sa collection privée de tableaux des peintres Anker et Hodler.

Les gagnants seront informés par écrit fin octobre 2019. Il n'y aura aucune correspondance concernant le concours. Un

versement au comptant n'est pas possible. Tout recours judiciaire est exclu.

Liberté et sécurité. La Suisse doit le rester. J'y contribue!

Je souhaite devenir membre de l'UDC à mon lieu de domicile, resp. dans ma
région/mon canton. Je verse une cotisation annuelle et je suis invité aux
assamblées et manifestations du parti

Je souhaite être informé sur les activités en cours, les communiqués
de presse et les articles de l'UDC Suisse. Veuillez m'envoyer dès à présent votre
lettre d'information gratuite à l'adresse courriel ci-dessous.

Veuillez m'envoyer gratuitement le programme politique de l'UDC Suisse.

Je suis prêt à mettre à disposition mon terrain, ma grange, un mur de ma maiso
pour des affiches de la campagne UDC au Conseil national.

Veuillez m'envoyer:

Affiches A0	nour tous le	s temps	(solide)	(A0 = 84.1)	cm x 118 9	cm)
 / 111101103 / 10	pour tous ic	o cerripo	(Jonac)	(, (0 – 0 1, 1	CIII X 1 10,2	C111/

Affiches A2 en papier (A2 = 42 cm x 59,4 cm)

Je soutiens la campagne de l'ODC au Conseil national (les dons peuvent etre
déduits dans une certaine mesure des impôts cantonaux et communaux).
_

_ francs sur le **CCP 30-8828-5** de l'UDC Suisse. ☐ Veuillez m'envoyer un bulletin de versement de l'UDC Suisse

_ · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
J'accepte que vous utilisiez mon adresse pour la publicité de l'UDC.

Je souhaite devenir membre du comité interpartis «Non à l'adhésion insidieuse

à l'UE» (voir article à la page 5).

Nom/Prénom

Rue

Téléphone

Courriel

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :

UDC Suisse, Secrétariat général, case postale, 3001 Berne Courriel: info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58, fax 031 300 58 59



www.udc.ch

NP/Lieu

Signature

SPÉCIAL NEUCHÂTEL

UDC du Canton de Neuchâtel • www.udc-ne.ch • édition septembre 2019





AU CONSEIL NATIONAL

www.udc-ne.ch



ÉDITIONSPÉCIALE



Au Conseil national pour soulager les familles

Si je vais à Berne, je m'engage à soutenir les familles de la classe moyenne avec l'aide de mon groupe pour réduire la charge fiscale et ferai des campagnes pour que le Conseil fédéral en prenne bien note.



privée de 53% de son revenu à cause des impôts, taxes et autres prélévements obligatoires. Trop, c'est trop!

Il n'est pas normal de donner autant d'argent à l'extérieur comme par exemple le milliard de cohésion pour l'Europe en sachant que des femmes de notre pays doivent aller travailler pour compléter le salaire de leur mari ou conjoint afin de régler leurs charges obligatoires (impôt, assurance, loyer, etc.) de plus en plus élevées pour qu'ils ne se trouvent pas en position de précarité comme beaucoup d'entre elles dans notre pays.

Dans notre pays il y a toujours plus de pauvres et les riches s'enrichissent de plus en plus! Est-ce que notre gouvernement à Berne a conscience de ce qui se passe dans la vie des couples avec enfants?

Pour cela, je demanderai une forte déduction fiscale pour que les familles puissent se charger elles-mêmes de la garde et de l'éducation de leurs enfants.

25'000 francs par enfant

Je demanderai aussi pour les parents une déduction jusqu'à 25'000.- au maximum par an et par enfant de leur revenu imposable car ces familles sont en effet considérablement défavorisées dans le régime actuel et une déduction fiscale uniquement pour la garde extra-familiale des enfants aggraverait cette injustice et restreindrait la liberté de choix du modèle familial.

J'estime que toutes les familles doivent en profiter et non pas seulement celles qui par obligation financière font garder leurs enfants en crèche ou en institutions externes.

La famille comme pilier

J'approuve l'effort de chaque individu à trouver le bonheur et la sérénité dans notre pays. Les décisions doivent être prises sous la responsabilité individuelle de chacun et il n'est pas acceptable que l'Etat décide finalement de la réussite ou l'échec de projets de vie privés. La famille doit rester le pilier principal de la société et a pour besoin une plus grande liberté et un minimum d'intervention de l'Etat.

En résumé, si je vais à Berne, je ferai avec mon parti tout ce qui est possible pour aider les familles de notre pays. Je ne suis pas médecin ni architecte et n'ai pas fait de grandes études, mais j'aime mon pays et je m'engage de tout mon cœur aux futures décisions qui seront prises ces prochaines années pour celui-ci.

Pour conclure, notre Suisse est magnifique laissons-la comme elle est, ses habitants sont des travailleurs, des bosseurs, ce sont des valeurs qui nous rassemblent. Alors, faisons ensemble de sorte qu'aucune menace venue de l'extérieur nous enlève nos droits de citoyennes et de citoyens suisses



Sylvia Schulé Candidate au Conseil national Val-de-Travers



Le président de l'UDC Neuchâtel, Walter Willener, l'affirme clairement: les candidats UDC aux élections fédérales s'engagent sans concession pour plus de liberté et plus de sécurité dans notre pays afin que la Suisse demeure belle et prospère.

Le mot du Président: Liberté et sécurité

Les deux valeurs fondamentales de la Suisse que sont la liberté et la sécurité sont au cœur des préoccupations de l'Union démocratique du centre (UDC). Nous y ajoutons encore l'indépendance. La liberté est inscrite dans le pacte fédéral de 1291. Elle contribue au bien-être des Suissesses et des Suisses en tant que personnes, mais aussi à la prospérité de notre économie.

L'UDC attend du Conseil fédéral et du Parlement qu'ils préservent la sécurité à l'intérieur et à l'extérieur afin de pouvoir nous épanouir dans la paix et la liberté. La démocratie directe permet à la Suisse de se classer parmi les premiers pays du monde par l'attractivité de son économie, son système social, son faible endettement et même par le bonheur de ses habitants. L'UDC joue un rôle essentiel dans la politique suisse. Son engagement sans faille pour les valeurs qui font la force de la Suisse permet ce constat réjouissant. Notre pays va bien et il le doit au travail de l'UDC.

Mais en politique, rien n'est acquis. Les milieux du centre et de la gauche ne jurent que par l'uniformisation et l'égalitarisme avec comme objectif un nivellement vers le bas de la formation, de l'ardeur au travail et de la prospérité. Toujours plus de lois, de règlements et de directives, toujours plus d'impôts et de taxes et une soumission à l'Union européenne constituent leur programme électoral. Celui-ci est à rejeter pour privilégier les thèmes développés ciaprès.

Indépendance

L'engagement de l'UDC porte sur le rejet de l'accord-cadre avec l'Union européenne qui menace directement notre souveraineté puisqu'il implique

une reprise automatique du droit européen. Pour nous, il est essentiel de pouvoir décider en toute indépendance et démocratiquement de notre immigration, de notre agriculture, du niveau de la TVA et de la protection des emplois et des salaires. L'autonomie des cantons et des communes sera restreinte dans plusieurs domaines, par exemple au niveau de la fiscalité. Le rôle de la Cour de justice européenne dans cet accord amène les juges étrangers dans notre pays. Gardons notre indépendance, votons UDC.

Moins d'impôts et de taxes

L'UDC se préoccupe de la classe moyenne qui paie un lourd tribut à l'accroissement constante et importante des dépenses publiques. Nous pensons en particulier à l'évolution exponentielle dans les domaines du social et de la santé. Le dogmatisme des défenseurs du climat va entraîner de nouvelles taxes, de nouveaux impôts et des interdictions étatiques de tout genre. Par exemple, vouloir imposer des nouvelles taxes sur les véhicules, sur les carburants va pénaliser directement la classe moyenne. Nous ne nions pas l'évolution du climat et nous privilégions la responsabilité individuelle, les mesures incitatives et la recherche dans des technologies nouvelles respectant mieux notre environnement et assurant l'avenir de notre planète. Ainsi, il suffit de consommer local et éviter de manger des denrées transportées depuis le bout du monde.

Moins d'immigration

La sécurité de l'emploi est menacée par la libre circulation des personnes en provenance de l'Union européenne. Les travailleuses et les travailleurs de plus de 50 ans en font trop souvent l'amère expérience. L'UDC se bat pour une gestion contrôlée de l'immigration et pour une véritable préférence nationale. La politique migratoire doit rester restrictive et ne doit pas peser sur les dépenses sociales de notre pays. Les étrangers criminels doivent être expulsés.

Les trois points ci-dessus constituent la base du programme politique de l'UDC pour la prochaine législature 2019-2023. Ce programme est développé plus en détail dans le présent journal de l'UDC suisse et par nos candidates et candidats UDC neuchâtelois pour le Conseil national et le Conseil des Etats.

Gardons notre Suisse prospère et belle, restons libres et en sécurité. Votez et faites voter les listes UDC le 20 octobre prochain.

Walter Willener Président de l'UDC du Canton de Neuchâtel, Auvernier

Islamisation: quand la tolérance tolère l'intolérance

Dès les premiers jours de son histoire, notre pays a été placé sous la protection de Dieu. Au fil du temps, que ce soit avec l'avènement du protestantisme ou au Siècle des Lumières, cette notion a évolué. Aujourd'hui, la religion est affaire privée, l'Etat veillant à ce que chacun puisse exercer la sienne dans le respect des règles dont nous nous sommes démocratiquement dotés. Malheureusement, cela ne va pas de soi pour tout le monde.

l'activisme subit d'islamistes qui réclament régulièrement ce qu'ils appellent des «accommodements raisonnables». Cela signifie qu'il

Depuis quelques décennies, la s'agit de tolérer à chaque fois un peu plus des comportements, des règles qui heurtent notre notion du vivre ensemble. A la tête de ce combat pour la perversion de nos valeurs,

on trouve les Frères musulmans, organisation interdite en Egypte et en Arabie saoudite, pays qui ne passent pourtant pas pour islamopho-



Situé à La Chaux-de-Fonds, le Musée des Civislisations de l'Islam a bénéficié d'un financement impotant en provenance du Qatar, pays qui a fait de l'extension de la sharia dans le monde entier, une véritable vocation d'Etat.

Avancer masqués

Prônant l'application de la sharia, les frères ont pour guide un personnage appelant les croyants à se débarrasser de ces êtres toxiques qui conduisent l'humanité à sa perte, à savoir les homosexuels. Il propose également diverses méthodes permettant de battre sa femme lorsqu'elle se montre quelque peu rétive. Evidemment, il est difficile de réclamer de telles horreurs d'entrée de jeu, aussi les frères avancent-ils masqués.

Ils ont entre autres pour tête de gondole Tariq Ramadan, petit-fils du fondateur du mouvement. Cet individu a longtemps été la coqueluche de la gauche qui voyait en lui un homme de dialogue, empreint de compréhension mutuelle. Son image s'est quelque peu ternie et depuis la publication du livre «Qatar Papers», on sait que sous couvert de bienveillance, la mouvance veille à promouvoir ce que l'islam produit de pire. Elle bénéficie dans son entreprise du soutien du

Qatar qui arrose généreusement les officines frèristes. Parmi elles, on trouve le Musée des Civilisations de l'Islam de La Chaux-de-Fonds, que les naïfs ont vu longtemps comme le phare d'un islam ouvert et tolérant.

Les idiots utiles de l'islam

L'islamisation de notre pays vise à détruire notre façon de vivre pour la remplacer par l'application stricte de la sharia, le Coran tenant lieu de constitution. Face aux idiots utiles qui se refusent à voir les réels desseins des fondamentalistes, il convient de lutter avec énergie contre ces petites capitulations qui sont autant de venin que les Frères instillent dans nos veines. Qui vient chez nous vit comme nous!



Yvan Perrin Candidat au Conseil national La Côte-aux-Fées

PME, joyaux de notre économie, de notre innovation et de notre formation

Les PME sont le fleuron de l'économie suisse, el- innovants à moindre frais, relales génèrent à elles seules plus de deux tiers des emplois de notre pays. Elles jouent donc un rôle central pour notre marché du travail et notre économie. Grâce à elles, le taux de chômage de notre pays est un des plus faibles du continent européen. Il est donc nécessaire de les soutenir, d'encourager leur expansion et de leurs donner les moyens de perdurer. L'UDC s'engage depuis toujours en faveur des petites et moyennes entreprises de notre pays!

Afin de laisser aux chefs d'entreprises la possibilité de se consacrer à leur tâche principale, l'UDC milite en faveur d'une réduction et d'une limitation des charges administratives qui sont imposées aux entreprises. Les patrons doivent pouvoir consacrer leur temps au fonctionnement de leurs sociétés plutôt que de le perdre avec des tonnes de documents et démarches servant uniquement à occuper des fonctionnaires déjà bien trop nombreux.

Les PME sont innovantes

Les entreprises familiales revêtent une importance capitale dans le fonctionnement relationnel et culturel de notre population. Outre les avantages liés aux relations proches entre dirigeants et employés, les PME bélongueur d'une néficient d'avance face aux grandes entreprises notamment en matière d'innovation : Bref temps de réaction en matière décisionnelle, structures moins coûteuses permettant de lancer des projets tions directes avec le client ainsi qu'une motivation du personnel qui est directement impliqué.

Plus d'apprentissages

La formation duale est également un élément clé qui permet aux entreprises de maintenir une d'œuvre qualifiée d'excellente qualité.

L'offre en matière de places d'apprentissage doit être revue à la hausse et les jeunes encouragés à se former par ce biais. Sans ces futurs employés à valeur ajoutée, nos entreprises perdront de leur expérience et de leur professionnalisme dû à l'arrivée massive de travailleurs ne possédant pas les qualités requises pour des postes de travail nécessitant une formation approfon-

Les PME sont les joyaux de notre économie et tous les moyens doivent être mis en œuvre afin de pérenniser leur existence.



Le Centre professionnel des métiers du bâtiment à Colombier forme, avec les entreprises formatrices du canton, des milliers d'apprentis par année et contribue à développer l'innovation neuchâteloise.

Moins de paperasse

Si je suis élu à Berne, je m'engagerai en leur faveur en proposant divers éléments garantissant aux PME de bonnes conditions-cadre, un train de mesures visant à faciliter les démarches administratives ainsi qu'un engagement particulier

en faveur de la formation et la création de places d'apprentissage.



Thierry Brechbühler Candidat au Conseil national La Chaux-de-Fonds





AU CONSEIL DES ETATS

www.udc-ne.ch





LA RELÈVE UDC AU
CONSEIL NATIONAL

www.udc-ne.ch



Liberté et sécurité.

Je le veux. Je le vote

Favoriser le nucléaire et l'hydraulique

La consommation d'énergie en Suisse est de 850'000 TJ, soit 236 TWh, dont 50% de produits pétroliers, l'électricité en est le 25%, soit 60 TWh. Les bâtiments (chauffage) sont responsables de 32% de cette consommation d'énergie et la mobilité de 31%.

Pour diminuer fortement les émissions de gaz à effet de serre (GES) il faut prioritaireaméliorer encore l'efficience énergétique (bâtiments, transports, machines) et stopper l'augmentation vertigineuse de la population, qui, entre 2002 et 2018 a crû de 1.25 millions de personannulant quasi l'amélioration énergétique! Il faut s'attaquer à l'isolation des bâtiments, sans oublier de les verdir, ainsi que les vil-

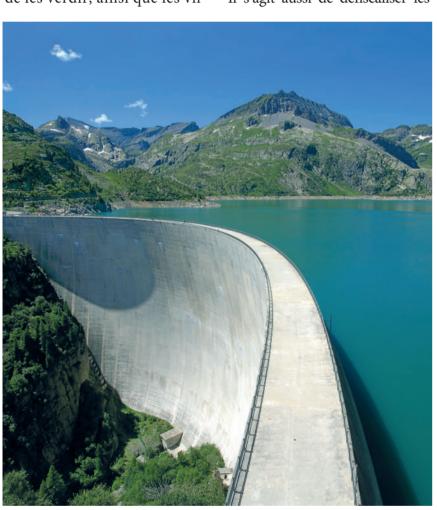
Il faut encourager la mobilité douce (vélos électriques ou non !, voiture électriques ou à hydrogène, trains) et le transfert sur rail des marchandises, augmenter notre efficacité dans l'hydraulique

Encourager et non taxer

ne, trains) et le transfert sur rail des marchandises, augmenter notre efficacité dans l'hydraulique et l'utilisation du bois et de la biomasse, miser sur la géothermie et l'aérothermie (PAC) et introduire le « réseau intelligent » (smart grid).

Une vision d'avenir

Il s'agit aussi de défiscaliser les



qualité et sûr. Notre énergie hydraulique est non seulement souveraine mais également une source sûre.

les, en finançant les travaux par des prêts à taux 0 et en les subventionnant par 2 ct/ kWh de la RPC. Il est en effet inutile de subventionner l'éolien, qui est coûteux et surtout aléatoire : son facteur de charge, de 18.4% en 2018, reflète son potentiel existant, moins de 2% de la production d'électricité en Suisse et reste bien en dessous de la limite requise pour une utilisation efficace et économique. Quant à ses impacts sur le paysage, sur l'homme et la nature, ils sont disproportionnés. Ne faisons pas l'erreur de l'Allemagne qui a tout misé sur l'éolien et est devenu le pollueur #1 de l'Europe.

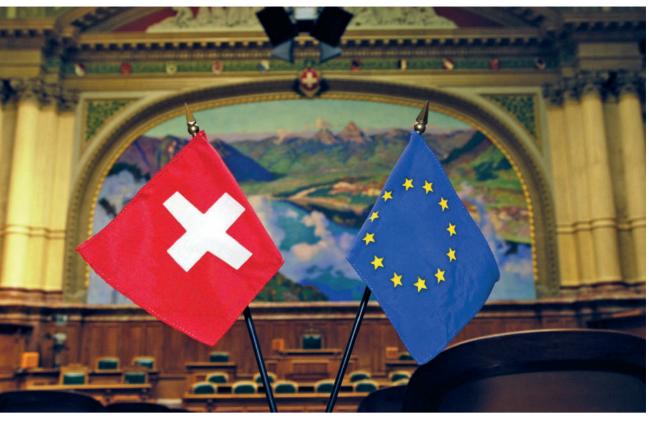
Quant au photovoltaïque hybride (chauffage et/ou électricité), là où il est efficace, il se financera de lui-même.

biocarburants et le biogaz. Il faut miser, pour, dans 20 ans, pouvoir remplacer nos centrales nucléaires, sur la géothermie, la capture du CO2, le stockage de l'électricité et évaluer le nucléaire Génération IV (sureté intrinsèque, bon marché, non proliférant et déchets de durée de dangerosité 300 ans) proposé par le GIEC, afin d'éviter les centrales à gaz et l'importation d'électricité charbon.

De cette façon, la Suisse obtiendra les résultats qu'elle s'est fixés, en encourageant, en défiscalisant, en subventionnant, en faisant appel à l'éducation et à l'initiative privée et sans punir.



Pierre Hainard Candidat au Conseil des Etats La Chaux-de-Fonds



Dans ses relations commerciales et diplomatiques, la Suisse considère chaque partenaire sur un pied d'égalité et elle attend le même traitement en retour. Malheureusement plusieurs fonctionnaires et digineants de l'UE pe voient pas les choses ainsi Pour eux c'est clair, la Suisse doit se soumettre à leur volonté

L'UE ne suffit pas

La Confédération helvétique doit conserver la liberté du marché. C'est pourquoi les accords de libre-échange avec d'autres pays sont un moyen sain et durable pour ses relations commerciales. Ainsi elle sera libre de choisir, de décider et de modifier les clauses y incombant.

Ces accords bilatéraux de libreéchange permettent une ouverture sur des marchés mondiaux, comme par exemple, la Chine, les Etats-Unis, le Japon, l'Inde, le Brésil etc. Cette liberté ne sera jamais négociable.

Il existe depuis 1972 un accord de libre-échange entre la Suisse et l'UE qui assure actuellement 90% de nos exportations vers l'Europe. Pourquoi faudrait-il subordonner cet accord qui fonctionne bien à un contrat cadre ? Voulons-nous permett-re à l'UE qu'elle puisse imposer sa politique et sa souveraineté sur un accord commercial de cette envergure ?

Non à la soumission

Rappelons que cet accord-cadre vise à nous faire abandonner

notre démocratie directe, notre souveraineté et notre fédéralisme. La Suisse ne veut pas se voir dissoute dans le système autoritaire de l'UE et de sa politique centraliste. Elle ne se soumettra pas à la juridiction de la Cour de justice de l'UE. Elle sera bien avisée de garder le privilège de continuer à choisir librement ses partenaires commerciaux.

Oui à la croissance

Grâce aux accords de libreéchange, les exportateurs
suisses peuvent réaliser des
économies notables sur les
droits de douane. Ils assurent
en outre à la Suisse une place
non négligeable dans les
chaînes de valeur mondiales.
Ces accords consolident la
compétitivité de la place économique de la Suisse et favo-

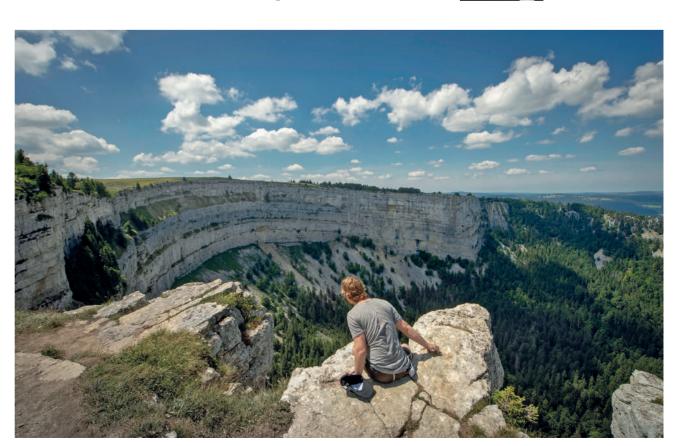
risent de ce fait la croissance et la création de valeur ajoutée.

Il est important que la politique de libre-échange de la Suisse reste solide, durable et libre d'entraves. Elle maintient et améliore les conditions et les relations économiques avec nos partenaires commerciaux importants.

Nous devons privilégier les accords de libre-échange et continuer à exporter notre savoirfaire là où la Suisse trouve son véritable intérêt.



Magali Junod Candidate au Conseil national et aux Etats St-Aubin



L'UDC Neuchâtel s'engage avec coeur, détermination et conviction en faveur de notre canton, de son environnement, de ses habitantes et habitants. Nos candidates et candidats sont avant tout des gens amoureux de notre région et de sa population. Le 20 octobre, votez et faites voter UDC.

subsidiarité : plus les décisi-

ons sont prises près des citoy-

ens, plus la conscience des

coûts est vive. Quand ils pren-



Agir avant qu'il ne soit trop tard

Comme habitants de la Suisse, nous jouissons d'un des niveaux de vie les plus élevés du monde et d'un des taux de chômage les plus bas, et nous voyons aussi la Confédération annoncer chaque année bénéfice sur bénéfice. Cela semble naturel, mais il y a danger : une grande partie de nos politiciens veut nous faire passer d'une économie faite de libertés et d'accords librement acceptés entre partenaires égaux, à une économie étatique: l'économie est déjà réglementée jusqu'à l'absurde, et l'administration devient énorme, bureaucratique, et donc taxatrice. Si nous voulons conserver notre prospérité, nous devons défendre une économie qui garantit la liberté de marché.

L'administration étatique veut tout contrôler. Or, ne l'oublions pas, notre Etat est fédéral : il faut donc que notre politique économique le soit aussi. Il faut laisser les corps de métier négocier leurs conventions collectives et stopper une centralisation, qui est déjà dictatoriale et écrasante afin de conserver la flexibilité du marché du travail.

L'Etat ne doit garantir que les services qui nécessitent un monopole. Si l'État reste discret et son administration légère, il lui sera possible de ne prélever que ce qui lui est strictement nécessaire pour garantir parfaitement les services dit publics. Ainsi, les impôts et prélèvements indirects seront maintenus au plus bas.

L'Etat doit se charger des relations économiques extérieures au moyen d'accords bilatéraux avec tous les autres pays, ceci afin de favoriser la liberté de commerce. Il faut que les accords soient contractés d'égal à égal si nous voulons nous donner les moyens de protéger notre production locale.

Nous ne pouvons donc pas accepter un traité d'annexion qui transférerait le pouvoir de notre pays à un gouvernement supranational, comme l'est l'Accord-Cadre qui assujettit notre pays à la Commission européenne.

L'Etat doit apporter un cadre large et avantageux pour l'économie: mieux l'économie se porte et plus elle se développe, plus la société en profite : les recettes de l'Etat augmentent, les assurances sociales engrangent plus de recettes, le chômage baisse, et, par conséquent, le niveau de vie est protégé.

Pour ce faire, il faut toujours appliquer le principe de la

sentent pas la pression des contribuables. Par contre, quand un Conseiller communal traite tel ou tel projet, il doit expliquer le lendemain à ses voisins pourquoi il coûte cher et pourquoi, le cas échéant, il ne rapportera rien mais sera utile à tous.

nent des décisions, les spécia-

listes d'un office fédéral ne

Le conseiller communal s'efforcera donc de réduire les coûts au strict minimum.

En conclusion, je dirai que, pour que l'économie suisse soit florissante, il est indispensable que l'économie et l'Etat se fassent confiance réciproquement.



Grégoire Cario Candidat au Conseil national Cortaillod



La place économique suisse est précieuse, car c'est elle qui garantit à chacune et chacun de nous notre qualité de vie et la prospérité de la Suisse. Or, le succès de notre économie réside dans la liberté et les accords entre les partenaires sociaux mais ce modèle est de plus en plus combattu par la gauche politique.

Quand les écolos des villes s'attaquent au monde rural

apporte sa solution au problème du changement climatique. La gauche, étonnamment soutenue sur certains points par le centre, propose un programme en deux mots, taxes et interdictions. On sent bien ici l'influence des écolos des villes qui ont accès à presque tous les services sans avoir recours aux moyens de transports privés.

Leur vision pourrait peut-être correspondre à la vie dans les centres urbains mais dès qu'on s'en éloigne, cette conception confiscatoire aux niveaux finances et libertés se révèle particuli-èrement mortifère. Agriculture et viticulture seraient particuli-

L'écologie fait recette ces temps-ci et chacun apporte sa solution au problème du changement climatique. La gauche, étonnamment soutenue sur certains èrement touchées à plusieurs titres. L'interdiction des pesticides de synthèse constituerait une aubaine pour les ravageurs, ce qui ne manquerait pas de faire drastiquement baisser la production, donc le revenu de la terre.

Cela toucherait de plein fouet les exploitants à qui on infligerait au surplus des taxes supplémentaires sur les huiles minérales. Il faudrait avoir encore plus recours aux importations pour compenser le manque d'approvisionnement local, ce qui signifie CO2 pour le transport et normes environnementales nettement plus larges qu'ici. Contrairement à la ville, il est difficile de se passer de moyens de transports privés à la campagne.

Emmener les enfants à l'école, aller couler son lait, prendre part à une manifestation en soirée, autant de déplacements nécessitant la voiture.

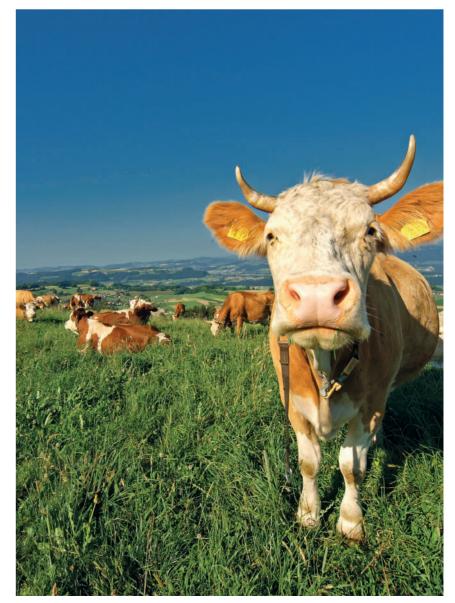
Vision communiste?

Pour nous, la campagne ne doit pas devenir un désert débarrassé de ses habitants perçus comme des êtres nuisibles. Les grands espaces se prêtent à la production d'énergies renouvelables, éolienne, photovoltaïque, biogaz notamment. Les régions périphériques entendent jouer leur rôle dans le cadre de la transition énergétique mais pour ce faire, il faut soutenir plutôt qu'interdire, favoriser plutôt que taxer.

Attaquer la campagne depuis la ville, cela rappelle la vision soviétique du communisme, ce dont nous ne voulons à aucun prix. L'écologie est affaire de chacun, quel que soit l'endroit où il réside, il faut agir par la motivation et non par la punition.



Mikaël Dubois Candidat au Conseil national La Brévine



Le monde rural, les agriculteurs et paysans travaillent en harmonie avec la terre, la nature et les animaux depuis la nuit des temps. Ils n'ont pas attendu que les écolos citadins prennent conscience que la nature existait.

Qu'est-ce qui attend nos élus à Berne?

La législature qui s'achève à Berne a été positive pour le canton de Neuchâtel et nous nous en réjouissons. Dans le domaine des transports, c'est même le « jackpot » avec l'intégration de la H20 (Neuchâtel-La Chaux-de-Fonds-Le Locle) dans le réseau autoroutier national et l'obtention des crédits fédéraux qui vont permettre de réaliser, dans les 15 prochaines années, les évitements routiers des villes du Haut. Au niveau transports publics, le canton pourra aussi compter sur l'argent fédéral pour construire la ligne ferroviaire directe entre Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds. Au niveau finances, la nouvelle péréquation fédérale va apporter 30 millions de francs au canton, montant certes bienvenu, mais qui ne dispensera pas Neuchâtel de mettre de l'ordre dans ses finances.



En 2012, la Suisse a dépassé le cap symobolique des 8 millions d'habitants à cause d'une immigration incontrôlée et suble. Au rythme où se poursuit cette démesure, la Suisse comptera, selon les estimations de l'Office fédéral de la statistique, environ 10 millions d'habitants en 2050. Le 9 février 2014, la majorité des Suisses a dit halte à cette démesure. Mais inquiète de ne pas froisser l'UE, la majorité du Parlement a préféré bafouer son serment et ne pas modérer l'immigration.

Ce bilan est à mettre au crédit des élus neuchâtelois à Berne, en particulier au Conseil national ou notre représentant Raymond Clottu s'est engagé pour faire aboutir ces décisi-

Pour une immigration modérée

Pour la nouvelle législature, les défis neuchâtelois à relever à Berne seront certainement moins spectaculaires, mais non moins importants. Cela passera par le traitement de nombreuses initiatives populaires déposées ou en cours de récolte de signatures. Ainsi, l'initiative UDC «Pour une immigration modérée» qui sera soumise au peuple et aux cantons en 2020 certainement est essentielle, aussi pour le canton de Neuchâtel. Il s'agit de limiter l'arrivée massive de personnes en provenance de l'Union européenne pour privilégier l'engagement de main d'œuvre locale. Notre canton est particulièrement concerné, avec son taux de chômage souvent le plus élevé de Suisse. Il est par ailleurs insensé de vouloir introduire une rente-pont pour les travailleurs de plus de 58 ans comme le propose le Conseil fédéral. Cette mesure va encourager les entreprises à licencier les travailleuses et travailleurs âgés pour engager encore davantage de personnes étrangères.

Corriger la politique agricole

Pour l'agriculture, des initiatives dangereuses menacent la production indigène et l'UDC doit les combattre en privilégiant une politique agricole 2022 qui assure une production de qualité et de proximité, tout en préservant les ressources naturelles et qui assure un revenu décent aux familles paysannes. Là aussi, le futur Parlement doit corriger le projet du Conseil fédéral, dans l'intérêt de la paysannerie neuchâteloise.

Responsabilité dans le domaine de la santé

Dans le domaine de la santé, des initiatives et des propositions de la gauche vont s'avérer coûteuses et difficilement applicables à moins de renforcer encore le rôle de l'Etat. L'UDC

rence au niveau de la qualité et des prix des soins de santé afin de renforcer la liberté de choix des patients. Cette transparence est de nature à animer la concurrence entre caisses-maladies, tout le contraire d'une caisse unique. L'UDC en appelle aussi à la responsabilité de tous pour baisser les coûts de la santé.

Les nôtres avant les autres

L'AVS et la prévoyance professionnelle sont les deux pi-

exige davantage de transpasuisse avant d'aider les autres.



enjeux de la santé doivent aussi être traités en amont, notamment grâce à une alimentation saine, issue de

liers de base de notre système de sécurité sociale. Le Parlement, voire le peuple en cas de référendum, sera appelé à prendre des décisions importantes. Ces institutions doivent rester indépendantes. Pour l'AVS, des moyens financiers supplémentaires seront nécessaires. L'UDC estime que ceux-ci seront à trouver dans une diminution massive des dépenses dans le domaine de l'aide au développement et de la migration ou mieux encore, en renonçant à verser plus d'un milliard de francs à l'Union européenne. L'UDC pense qu'il faut d'abord aider en priorité notre population

Equilibre des finances

Il faudra aussi veiller à l'équilibre des finances fédérales qui se portent à merveille, grâce à l'engagement de notre Conseiller fédéral Ueli Maurer. Ce constat réjouissant est à mettre en comparaison avec la majorité des pays européens proches de la faillite. Cette situation attise bien entendu la convoitise de la gauche, socialistes et Verts en tête. L'UDC devra combattre de multiples propositions visant à accroître les dépenses publiques au détriment de la classe moyenne.

Votez UDC

En conclusion, la prospérité et le bien-être des Suissesses et des Suisses est due à la politique de l'UDC qui repose sur la liberté, sur la sécurité et sur l'indépendance dans notre pays. Ce qui est valable au niveau national l'est aussi pour le canton de Neuchâtel. Notre parti doit continuer à avoir un ou des représentants à Berne. Pour cela, une seule solution : votez et faites votez les listes UDC le 20 octobre prochain.



Walter Willener Président de l'UDC du canton de Neuchâtel



Je le veux. Je le vote



Comment voter correctement dans le canton de Neuchâtel:



1. Ouvrez l'enveloppe électorale où vous trouverez les documents suivants:

- Les bulletins électoraux pré-imprimés pour les élections au Conseil des Etats
- Les bulletins électoraux pré-imprimés pour les élections au Conseil national
- 2 petites enveloppes
- carte d'électeur

2. Elisez vos conseillères et conseillers nationaux:

Pour le Conseil national, vous avez le choix entre deux listes UDC (liste principale et liste Relève UDC). **Prenez une seule** des deux listes pré-imprimées avec la désignation du parti «Union démocratique du centre (UDC)» de votre choix.

3. La liste UDC au Conseil national dans la petite enveloppe:

glissez la liste UDC de votre choix dans la petite enveloppe correspondante.

4. Elisez vos conseillers aux Etats:

Pour le Conseil des Etats, choississez la liste UDC avec Pierre Hainard et Magali Junod.

Ouvrir l'enveloppe et sortir les documents.



Détacher une des listes UDC au Conseil national du bloc des bulletins de vote.



Glissez le bulletin de vote avec la liste UDC dans la petite enveloppe du Conseil national.



Détacher la liste UDC au Conseil des Etats du bloc des bulletins de vote.



Glisser la liste du Conseil des Etats dans la petite enveloppe du Conseil des Etats.

8. Envover:

Attention!



5. La liste UDC au Conseil des Etats dans la petite enveloppe:

glissez les 2 petites enveloppes fermées et la carte de vote dans la grande enveloppe de manière à ce

que l'adresse de la commune soit visible par la fenêtre de l'enveloppe. Si nécessaire, affranchissez

mettez la grande enveloppe au plus tard jusqu'au 16 octobre à la poste ou jusqu'au 19 octobre

dans la boîte aux lettres de la commune où allez voter au bureau de vote le 20 octobre.

• Ne glissez qu'une seule liste au Conseil national dans l'enveloppe, sinon votre vote est nul!

• N'écrivez aucune remarque supplémentaire sur le bulletin de vote, sinon votre vote est nul!

l'enveloppe et mettez-la dans une boîte aux lettres postale ou dans celle de la commune.

glissez la liste UDC au Conseil des Etats dans la petite enveloppe correspondante.

7. Placer le tout dans la grande enveloppe:

6. Signer la carte de vote

Signer la carte de vote.



Glisser les 2 petites enveloppes et la carte de vote dans la grande enveloppe.



Apporter l'enveloppe à la poste ou à la commune.

Avez-vous des questions concernant les élections? Hotline gratuite: 0800 0 1291 0

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections 2019 pour le Conseil national et le Conseil des Etats. Comment voter correctement pour que ma voix serve au mieux les intérêts de la Suisse?

Nous sommes à votre disposition tous les jours de 09h00 à 18h00 et également le week-end. Vos questions par courriel: elections@udc.ch

Le meilleur choix pour Neuchâtel :





